

IDÉES ET DÉBATS

Délocalisations, loyers qui explosent... L'Allemagne prise au piège de l'interventionnisme

Tribune. Echec de la politique énergétique, crise du logement... Pour l'essayiste allemand Rainer Zitelmann, l'économie de son pays est victime d'une intervention excessive des responsables politiques.

Par Rainer Zitelmann*

Publié le 31/08/2023 à 05:46

Partager



"[Lorsque Olaf Scholz et son gouvernement] constatent que leurs interventions sur le marché ne fonctionnent pas, ils en concluent qu'ils doivent lancer des interventions encore plus drastiques", déplore Rainer Zitelmann.

dpa Picture-Alliance via AFP

Écouter cet article

Powered by **ETX Studio**

00:00/04:59

Stefan Kooths, vice-président et directeur de la recherche du célèbre institut de Kiel pour l'économie mondiale, a mis en garde le gouvernement allemand contre les conséquences de [ses propres politiques économiques](#). L'éminent économiste reproche au gouvernement la bureaucratie inutile du pays, l'excès de pouvoir, l'intervention excessive et les subventions. "Les hommes politiques s'empêchent dans toujours plus de nouvelles réglementations et d'interventions dans l'économie, qu'ils doivent ensuite corriger par de nouvelles réglementations et interventions, et ainsi de suite, prévient Stefan Kooths. Il s'agit d'un cercle vicieux à la baisse."

Newsletter idées et débats

Chaque dimanche dans votre boîte mail.

[S'inscrire](#)

Du fait de la transformation de l'industrie énergétique allemande en une économie planifiée, les prix de l'électricité n'ont cessé d'augmenter – même avant le début de la guerre en Ukraine, ils étaient parmi les plus élevés du monde. [L'économie allemande est mise à rude épreuve](#) par ces charges et de plus en plus d'entreprises se délocalisent ou envisagent sérieusement de le faire. Le géant de la chimie BASF a récemment annoncé qu'il allait procéder à des suppressions massives d'emplois en Allemagne et investir des milliards en Chine. L'entreprise a justifié sa décision par le coût effarant de l'électricité en Allemagne et l'extrême bureaucratie qui y règne. De nombreuses autres entreprises ont déjà annoncé qu'elles quitteraient l'Allemagne au profit des Etats-Unis ou de l'Asie.

LIRE AUSSI : "L'Allemagne est en déclin"... Quand les milieux économiques s'alarment outre-Rhin

Les responsables politiques constatent les conséquences de leur interventionnisme, mais prévoient de réagir en intervenant encore davantage. Les politiciens allemands appellent maintenant à un plafonnement des prix de l'électricité industrielle fortement subventionnée pour les grandes entreprises. Cela signifie que l'intervention du gouvernement fait d'abord grimper les prix de l'électricité à des niveaux inabordables, puis le contribuable est censé intervenir et subventionner massivement les coûts de l'électricité pour les

grandes entreprises. En apparence, ce n'est que temporaire, car les prix de l'électricité, promet le gouvernement, baisseront grâce aux énergies renouvelables.

Il s'agit bien sûr d'une illusion. Le principe directeur de la politique énergétique allemande est le suivant : "tout électrique, uniquement des énergies renouvelables". Or cette politique va plus que doubler la demande d'électricité. Les capacités d'énergie éolienne et solaire devraient plus que quadrupler. L'énergie éolienne et solaire étant très volatile, l'Allemagne aurait besoin d'énormes capacités de stockage et de réserve. "Cela n'est ni techniquement possible ni abordable pour un pays comme l'Allemagne. C'est tout simplement de la folie", a déclaré Wolfgang Reitzle, l'un des dirigeants d'entreprise les plus connus d'Allemagne.

Gel des loyers

Le "plafonnement des prix de l'électricité industrielle" n'est pas le seul exemple. Pendant vingt ans, les responsables politiques allemands ont rendu la construction de logements inabordable en imposant des réglementations environnementales de plus en plus strictes et en augmentant la paperasse et la bureaucratie. Les résultats de cette politique n'ont pas été visibles tant que les taux hypothécaires sont restés à des niveaux historiquement bas. Maintenant que les taux d'intérêt reviennent lentement à la "normale", il est devenu impossible de construire dans ces conditions. Les nouvelles constructions en Allemagne stagnent.

LIRE AUSSI : George Magnus : "Sous Xi Jinping, la vache à lait de la Chine s'est épuisée"

Dans le même temps, les réglementations gouvernementales ont été renforcées à maintes reprises. Tout d'abord, un "frein au prix des loyers" a été introduit. Cependant, comme cela n'a pas fonctionné et que les loyers ont continué à augmenter, le frein au prix des loyers a été prolongé et renforcé. Etant donné que de moins en moins de nouveaux logements sont construits et que des millions de réfugiés arrivent en Allemagne, les loyers montent à nouveau en

flèche. Et que demandent maintenant les politiciens de gauche en Allemagne ?
Un gel des loyers.

Il s'agit là d'un autre exemple typique de la spirale de l'intervention : lorsque les responsables politiques constatent que leurs interventions sur le marché ne fonctionnent pas, ils en concluent qu'ils doivent lancer des interventions encore plus drastiques. Ce processus a été décrit dès 1949 par l'économiste allemand Alexander Rüstow : "L'Etat commence à intervenir, avec l'intention de se limiter à ces interventions spécifiques. Cependant, ces interventions ont des conséquences imprévisibles, qui nécessitent à leur tour de nouvelles interventions dépassant le cadre des interventions initiales du gouvernement. Ce schéma se répète à chaque nouvelle série d'interventions, et ainsi de suite, à l'infini. Et si la limite de l'intervention de l'Etat n'est pas définie en principe, clairement et raisonnablement, dès le départ, si les économistes privés de tout secteur économique jusqu'ici laissé libre doivent compter avec la possibilité que tôt ou tard l'Etat étende ses interventions dans leur sphère de manière imprévisible, il n'y a plus de fondement pour une planification à long terme et une gestion saine".

Rainer Zitelmann est un historien et sociologue allemand. Son livre [In Defense of Capitalism](#) vient d'être publié en anglais.

Explorer la rubrique Idées et débats
